

les domaines où ils sont différents, ils sont prêts à attendre si c'est le prix qu'ils doivent payer pour rester au Canada.

Monsieur l'Orateur, ce qui m'a inquiété la semaine dernière n'a pas été l'attitude du Québec. Il n'y a eu aucune montée du séparatisme lequel, d'après le premier ministre Bourassa, serait assez bien enrayé et, je pense que nous sommes tous de cet avis—ce n'est même pas parce que nous avons été accusés de brader notre province, ce qui est une insulte que n'osera plus répéter, je l'espère, le leader de l'opposition (M. Stanfield) qui est un homme honnête et tolérant, ni son lieutenant, le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner), qui devrait s'y connaître mieux que cela—nous n'avons jamais bradé notre province pour les fins du fédéralisme et nous ne sommes pas prêts à le faire. Si tel était le cas, nous mettrions en cause l'unité nationale parce qu'il n'y a pas de solution à l'égalité du prix du pétrole sans élever le prix du pétrole dans l'Ouest. C'est difficilement une politique progressive et ce n'est pas cela que nous demandons.

En fait, nous demandons deux choses et je pense que le député de Waterloo-Cambridge en a parlé très éloquemment. La croissance du régionalisme nous terrifie. Quand le premier ministre d'une province dit, «c'est notre fer», s'il s'agit du Québec, «c'est notre potasse», s'il s'agit de la Saskatchewan, «c'est notre pétrole», s'il s'agit de l'Alberta, c'est une chose mais c'en est une autre de dire «Cela nous appartient en vertu de la constitution et nous sommes disposés à partager avec les autres Canadiens seulement s'ils sont disposés à négocier». Ces ressources n'appartiennent ni aux gouvernements, ni aux premiers ministres, mais bien aux habitants de la Saskatchewan, à de l'Alberta et du Québec, qui sont des Canadiens d'abord et les habitants d'une province en deuxième lieu.

C'est ainsi que se déroule l'histoire du Canada depuis 100 ans et plus. Si nous n'avions pu faire face à ces crises, nous ne serions plus unis parce que sur les plan naturel et géographique comme sur tous les autres, nous ne serions plus unis. Du point de vue économique, cela n'a aucun sens. Nous sommes récompensés du fait que nous sommes un pays unique, un pays tolérant qui n'a jamais été obligé de tuer pour rester uni. Ce sont des choses que le Canadien moyen comprend et apprécie peut-être plus que les hommes politiques.

Le fédéralisme et l'unité nationale tels que je les comprends ne sont plus menacés au chapitre du rôle que les Canadiens d'expression française doivent jouer au sein de la Confédération mais il existe de nouvelles tensions qui ne devraient pas être—celles qui proviennent de ceux qui présumant parler au nom des autres dans leur province lorsqu'ils disent: «Voilà notre énergie, notre richesse minière, notre minerai de fer et vous pouvez les partager avec nous à condition de vouloir négocier». On pourrait s'attendre à des propos de ce genre si on négociait avec les États-Unis, mais nous parlons ici de Canadiens qui négocient avec des Canadiens. Si on poussait la chose jusqu'à l'absurdité, nous ne serions pas un état fédéral, nous serions une alliance mal définie de dix pays, certains riches, d'autres pauvres. Nous ne voulons pas d'une alliance mal définie de dix pays différents. Nous sommes un pays et c'est ce que nous voulons rester.

Approvisionnements d'énergie—Loi

Les premiers ministres des provinces seraient beaucoup plus logiques s'ils disaient «Voyez, nous avons un problème de transport, et après 100 ans de Confédération, il est temps de le résoudre.» Je peux comprendre cela, mais à la prochaine occasion, ils diront «Si vous ne le résolvez pas, vous n'obtiendrez pas notre pétrole». Quand le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, (M. Macdonald) parle de chantage, il a raison.

Une voix: Qui a dit cela?

M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, c'est ce qu'on a dit et si je le voulais, je pourrais abattre ce député en moins de deux, mais je n'ai pas de temps à perdre. Si nous voulons rester unis comme pays, et non pas demeurer dix États reliés par le fil tenu de la sentimentalité, alors nous devons, comme disent les Français «mettre un peu d'eau dans notre vin». Nous en aurons la preuve vers la fin de janvier alors que les premiers ministres se réuniront pour discuter des problèmes communs à tous les Canadiens et faire du nôtre un meilleur pays où vivre. Si cette atmosphère ne règne pas, alors nous risquons de devenir balkanisés, car tous les Canadiens de toutes les provinces, l'homme de Blairmore que j'ai mentionné, le bûcheron du Canada français, l'ouvrier de l'usine ontarienne, le pêcheur des provinces atlantiques comme son entrepreneur, diront à leurs premiers ministres, «Vous êtes peut-être pour la balkanisation, mais pas nous; nous voulons un seul pays et, au besoin, un gouvernement central fort dans ce domaine».

Ce qui menace la confédération en ce moment, monsieur l'Orateur, ce sont ces gens qui ont des illusions de grandeur et qui ne respectent pas le mandat qui leur a été confié. Pour notre part, nous comprenons bien notre rôle, celui de médiateur entre les provinces, les riches et les pauvres, de façon à en arriver à une solution grâce à laquelle tout le monde y gagnera, y compris l'industrie privée qui doit être prospère et faire des bénéfices convenables pour être encouragée à se développer. Si ce n'était que nous l'avons encouragée, nous n'aurions pas de pétrole en Alberta. Il faut trouver un juste équilibre entre un bénéfice convenable dans l'industrie privée et un juste prix pour le consommateur canadien, et donner la chance à tous de comprendre que c'est cela, le fédéralisme.

Des voix: Bravo!

* * *

● (1700)

LA SANCTION ROYALE

M. l'Orateur adjoint: J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'une communication dont voici le texte a été reçue:

Ottawa, le 12 décembre 1973

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Wishart F. Spence, OBE, juge puiné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la